



Le très médiatique ministre et leader politique a été fait notable supérieur du lamidat de Garoua, l'une des chefferies les plus importantes du pays. Si son parti, le Front pour le salut national du Cameroun, semble en perte de vitesse dans le septentrion, cette nouvelle fonction le remet au cœur du jeu politique dans la région.

Une épée centenaire recouverte d'or et un turban. Devant un parterre d'invités composés de barons du Nord-Cameroun, d'opérateurs économiques et d'hommes politiques, parmi lesquels des ministres du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir), Issa Tchiroma Bakary présente fièrement ses attributs de « Tchiroma », symboles de son entrée à la cour du lamidat de Garoua (région du Nord).

à lire Cameroun : le RDPC de Paul Biya tente un difficile rajeunissement

Repas copieux et musiques traditionnelles de la zone sahélienne rythment les réjouissances. Ce 10 juillet, le ministre de l'Emploi réalise un rêve qu'il nourrit depuis près de douze ans : reprendre le flambeau jadis tenu par son père, Tchiroma Bakary, et resté vacant depuis le décès de son frère aîné, Tchiroma Mamoudou, en 2009. Mais, plus que tout, ce poste honorifique de notable chargé de mission – assimilable à celui de chargé de la diplomatie du lamidat – fait d'Issa Tchiroma Bakary un homme clé du dispositif du nouveau lamido de Garoua, Ibrahim El Rachidine.

Reprendre le flambeau de son père

Dans cette partie du Cameroun, le lamido est un souverain qui reçoit l'allégeance de tous les chefs religieux et populations du royaume. Ainsi Issa Tchiroma assoit-il davantage son influence dans le microcosme politique du septentrion camerounais en devenant l'homme qui chuchote à l'oreille de ce dépositaire du pouvoir traditionnel et religieux.

Fief de l'ancien président Ahmadou Ahidjo, le lamidat de Garoua se démarque des autres chefferies par l'importance de sa population, et, surtout, par les jeux de pouvoir qui s'y déroulent. De puissants clans, comme celui des Hayatou ou des Fadil, y étendent leurs tentacules aussi bien dans la sphère politique que dans les milieux d'affaires à travers le pays.

à lire Cameroun : Ahmadou Ahidjo ou l'État incarné

Une aubaine pour Issa Tchiroma Bakary, dont le parti, le Front pour le salut national du Cameroun (FSNC), traverse une importante zone de turbulences. En atteste la lettre que lui a adressée, à la fin de juin, un collectif de conseillers municipaux du parti (qu'il avait créé en 2007 et dont il est aujourd'hui encore le président), l'invitant à « bien vouloir convoquer un congrès à l'effet de libérer le plancher [...] et de laisser le parti en l'état ». Et le signataire de cette correspondance – Hamahadji Hama Seyo, représentant de ce collectif – d'ironiser : « Il y a comme cela des généraux dont la valeur réelle ne dépasse pas celle d'un simple soldat. Et au bout du chemin, quoi qu'il fasse, il rejoindra le rang de simple soldat qu'il a toujours été en réalité ». Une pique qui n'aura probablement pas échappé à Issa Tchiroma.

Le FSNC est passé de zéro député en 2013 à trois en 2020. Pareil pour les mairies

Une attaque évidemment dénoncée dans l'entourage d'Issa Tchiroma. « Le FSNC est passé de zéro député en 2013 à trois en 2020. Pareil pour les mairies. En 2013, nous n'avions que quelques conseillers municipaux. Depuis 2020, nous contrôlons trois mairies », indique un de ses proches. Malgré ces résultats, une vingtaine de militants ont annoncé leur démission du FSNC en avril dernier, ainsi que leur ralliement à la sous-section du RDPC Bénoué centre I. Ils ont ainsi rejoint un autre groupe de douze conseillers municipaux (sur les 25 que compte la formation politique dans la commune de Maroua 2e) qui avait adressé une lettre de démission collective à leur président en novembre 2020.

à lire Régionales au Cameroun : les premières leçons d'un scrutin inédit

Cette saignée dans les rangs du FSNC intervient dans un contexte où des voix issues du Grand Nord du Cameroun revendiquent un rôle à jouer dans la succession du chef de l'État, Paul Biya, 88 ans. À la tête de ces revendications, le journaliste Guibaï Gatama, qui a créé le mouvement « 10 millions de Nordistes », qui milite pour un retour du pouvoir entre les mains d'un président originaire du septentrion dans la fameuse logique de l'axe Nord-Sud.

Le CGN en embuscade

Bien que ce mouvement ait été interdit par le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, son idéologie continue de planer sur la sphère politique tant elle fait écho à un

fantasme plus ou moins assumé de certaines élites de cette région. Parallèlement, l'association La Communauté du Grand Nord (CGN), lancée par Bayero Fadil, poursuit son implantation au sein des ressortissants des régions septentrionales dans le pays. Présenté comme apolitique, ce mouvement préoccupe en haut lieu. À tel point que Bayero Fadil a été convoqué par Jean Nkuete, le secrétaire général du RDPC, auquel il appartient, afin de s'expliquer sur la nature de son projet.

Le soutien des « Nordistes », qui constituent le tiers des citoyens inscrits sur les listes électorales, apparaît comme un levier déterminant

Membre du gouvernement sans discontinuité depuis 2009, Issa Tchiroma Bakary se tient officiellement à l'écart de tout rassemblement communautariste. Mais qui peut croire que ce politicien, qui a fait de l'opportunisme une ligne de conduite, n'entend pas peser de tout son poids lors d'une éventuelle dévolution du pouvoir ? Dans un environnement où le repli identitaire est devenu la norme, favorisé par la principale force politique du pays, le soutien des « Nordistes », qui constituent le tiers des citoyens inscrits sur les listes électorales, apparaît comme un levier déterminant. Issa Tchiroma Bakary le sait, lui qui a fait la quasi-totalité de son parcours politique dans le septentrion, sa région natale. N'est-il pas l'un des signataires du Mémoire du Grand Nord dévoilé en 2002 pour relever les problèmes de cette partie lésée du pays ?

à lire Le 30 novembre 1989, le premier président camerounais Ahmadou Ahidjo décédait à Dakar

Ancien membre de la branche parisienne de l'Union nationale du Cameroun (UNC), le parti fondé par Ahmadou Ahidjo, Tchiroma est l'une des victimes de la purge opérée au sein de l'élite originaire du Nord en avril 1984, soupçonné de complicité intellectuelle avec les auteurs du putsch manqué. Incarcéré, puis libéré sept ans plus tard, ce diplômé de l'École supérieure des cadres des chemins de fer français, destiné à une carrière au sein de la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun (Regifercam), s'est plutôt retrouvé en politique. En 1990, il rejoint le vent de lutte pour la démocratisation du Cameroun aux côtés de figures telles que l'avocat Yondo Black. Le mouvement de protestation essaime à Garoua, et les violentes contestations civiles qui embrasent le pays contraignent finalement le pouvoir à s'ouvrir au multipartisme.

Tortueuse transhumance politique

À la faveur du retour à la pluralité politique, Issa Tchiroma s'engage d'abord au sein de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), portée par Samuel Eboua, un ahidjoïste originaire de la région du Littoral. À la suite d'une guerre de leadership à la tête du parti, Issa Tchiroma choisira de rallier les rangs de Bello Bouba Maigari, originaire du Nord comme lui. C'est le début d'une tortueuse transhumance politique mêlant déloyauté, ambition et intérêts, qui le fera passer de virulent pourfendeur à bruyant défenseur de Paul Biya, notamment lors de son passage comme ministre de la Communication, entre 2009 et 2019. Une trajectoire hors du commun qui apparaît désormais comme un boulet qui semble l'empêcher de s'engager dans une perspective nationale. Le leader du FSNC ne s'est ainsi jamais présenté à une élection présidentielle, préférant « un alliage » avec le leader du RDPC,

Paul Biya, son « champion ».

Jeune Afrique
